

<http://www.snetap-fsu.fr/Budget-2012-de-l-EA-le-pire-est-a.html>



Budget 2012 de l'EA : le pire est à venir...

- Nos Actions - Communiqués -

Date de mise en ligne : jeudi 29 septembre 2011

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Le pire est encore à venir...et la visée première de la réforme de la voie professionnelle confirmée !

C'est dans ce cadre dogmatique et « assumé » que **le Ministre a annoncé la suppression de 280 emplois d'enseignants** qui s'ajoutent aux 145 suppressions du budget 2011.

« **Ces suppressions de postes ont été établies sur la base de gain de productivité (...) et à la réforme du bac professionnel** ». Nous avons maintenant la confirmation écrite que la rénovation de la voie professionnelle n'avait qu'un objectif budgétaire ; la soi disant réforme pédagogique n'était qu'un leurre.

De cette explication livrée dans le document de présentation remis en séance, il est hélas facile d'en mesurer les effets :

- **aucun double flux mis en place dans la filière du baccalauréat professionnel ne donnera lieu** dans le service public d'enseignement agricole, **à ouverture de section ou de classe** par redéploiement... contrairement aux déclarations de certains [DRAAF-SRFD](#) l'an passé ;
- **de nombreuses mutations dans l'intérêt du service seront inévitables à la rentrée prochaine ;**
- **un nouveau recul du service public est à prévoir** à l'issue de cet exercice étant donné d'une part, la place qu'y occupe le premier groupe de filières professionnelles dorénavant entièrement renouvelées et de l'empêchement que lui a opposé l'administration pour ouvrir des filières [CAPA](#) contrairement à ce qui a été concédé à l'enseignement privé d'autre part...

Enfin, avec autant de suppression d'emplois, **la déprécarisation envisagée n'aura qu'une portée extrêmement limitée et au rythme de la déprécarisation de 300 emplois annuels**, celle-ci est très éloignée des effectifs de contractuels travaillant dans nos établissements (plus de 5000 dans les [EPLEFPA](#) et plus de 1000 dans l'enseignement supérieur).

En outre, du fait de l'annonce par le ministre que les titularisations ne se feraient que sur les emplois inscrits au budget du ministère, **de nombreux ACEN** pourraient se retrouver demain licenciés suite à l'arrivée sur leur poste de lauréats jusque là sur budget d'établissement.

Interpellé par le SNETAP sur ces difficultés **le ministère propose que les modalités du concours permettent de filtrer les agents selon leur origine**, ce qui est proprement inacceptable.

Quand aux ouvertures de concours externes et internes, dans ce contexte, elles risquent fort d'être réduites à la portion congrue.

Contre cet inacceptable budget en préparation, les actions doivent se poursuivre et même s'amplifier, auprès des parlementaires et dans la rue !

Un prochain rendez vous de grève et de manifestation intersyndicale est prévu le 11 octobre prochain pour la

défense de notre pouvoir d'achat et des emplois publics.

Paris, le 28 septembre 2011